

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Rejeté

AMENDEMENT

N° I-CF1352

présenté par

Mme Leduc, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Éliisa Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreoir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE 32

Supprimer l'alinéa 4.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe LFI-NUPES appelle à supprimer ce qui n'est ni plus ni moins qu'un vol sur le dos des travailleurs et des assurés à l'assurance chômage.

En effet, l'alinéa 4 prévoit de réaffecter 2,5 milliards d'euros, soit les excédents de l'unedic, au budget général de l'État. C'est une insulte aux travailleurs qui se sont vu réduire leurs droits, réduire leur temps d'indemnisation, « et en même temps » augmenter leur durée de cotisation obligatoire.

La caisse d'assurance chômage n'a pas vocation à faire des bénéfices venant boucher les trous budgétaires d'un État qui dépense plus de 200 milliards d'euros en aides publiques aux entreprises, dont 80 % sont des niches fiscales et des exonérations de cotisations, captées par les plus grande d'entre elles.

Cet argent appartient aux assurés, victimes de l'inflation, qui ont dû se serrer la ceinture pour continuer à cotiser en période d'inflation, pour des droits toujours plus restreints. Si l'unedic est en excédent du fait de vos réformes antisociales, que cet argent soit placé, et puisse servir à indemniser

les travailleurs qui se retrouveront alors au chômage lorsque la crise économique qui nous guette frappera.

Pour toutes ces raisons, nous appelons à ne pas voler aux travailleurs le fruit de leurs cotisations, et par conséquent la suppression de cet alinéa.